

[Français]

Maintenant, je vais passer un tout petit peu... Est-ce que vous voulez que je répète tout cela en français, sénateur Simard?

Le sénateur Simard: Non, non, non, non.

Le sénateur Gigantès: Non? Eh bien, je vais continuer en français parce que je crois que ce serait une bonne chose. Non, mais cela, c'était seulement le sommaire. Alors on va passer, il n'a pas donné le texte entier en français et en anglais. Il a donné simplement le sommaire. Pour que le bilinguisme persiste et soit en bonne santé dans cet auguste assemblée, je vais vous donner le sommaire que je viens de donner en anglais. Je veux vous le donner en français aussi.

Comme vous le savez, j'ai mes doutes sur la qualité de cette traduction. C'est pas que ces pauvres gens ne font pas de leur mieux. Mais avec les interruptions continues que vous nous imposez et les remarques, voilà, voilà...

Je sais qu'avec quelqu'un comme l'honorable sénateur Simard dans l'enclos, il est très très difficile de savoir ce qu'on dit et de pouvoir faire une traduction comme il faut. C'est un miracle...

Le sénateur Simard: Vous dites qu'ils ne sont pas bons, qu'ils devraient s'en aller chez eux, qu'ils devraient résigner! Ah oui, c'est consigné aux débats de la Chambre! Merci, sénateur Gigantès.

Le sénateur Gigantès: Tout bon que soit votre gouvernement et vous-même, moi, j'aime beaucoup le monde autour de moi, je le trouve merveilleux; vous, je ne vous aime pas trop et j'aime pas votre premier ministre, mais j'aime beaucoup le sénateur Macquarrie, c'est un homme admirable, le sénateur Poitras, oui, oui, je vous aime aussi. Vraiment, vous êtes mignon et charmant.

Alors, est-ce qu'il y a un autre sénateur conservateur qui voudrait que je fasse une déclaration d'amour pour qu'il ne soit pas blessé? Le sénateur Bolduc, sans me le demander, même je l'aime beaucoup et le sénateur Beaudoin aussi. J'ai reçu un regard absolument meurtrier de la part du sénateur Balfour. Je ne vais rien dire parce qu'il a été gentil envers moi plusieurs fois.

Le débat entourant le projet de la taxe sur les produits et services (TPS) a été gêné par le manque important de solutions de rechange articulées et codifiées convenablement. Cette étude tente de remédier à cette situation en comparant la TPS de 7 p. 100 proposée par le gouvernement avec une réforme différente qui appliquerait l'abolition de l'actuelle taxe fédérale sur les ventes des fabricants (TFVF), et la récupération d'une grande part des impôts ainsi perdus par une simple augmentation des taux d'impôt sur le revenu.

Naturellement, les revenus d'entreprises aussi.

L'étude montre que cette dernière solution rejoint les principaux objectifs de la réforme fiscale établie par le gouvernement tout en évitant les inconvénients de la TPS. Les principaux éléments de la solution proposés ici sont les suivants: abolir la TFVF (en anglais c'est le MST) et les crédits d'impôt correspondants; augmenter les impôts fédéraux sur le revenu en rehaussant la surtaxe: cela élèverait le niveau inférieur du taux d'imposition du 17,9

p. 100 à 20,6 p. 100, le niveau moyen de 27,3 p. 100 à 31,5 p. 100 et le niveau supérieur de 30,5 p. 100 à 35,1 p. 100; augmenter les taxes sur le tabac, l'alcool et l'essence de façon à maintenir les prix de ces produits à leurs niveaux actuels; augmenter de 2 milliards de dollars les revenus des gouvernements provenant des entreprises commerciales afin de récupérer une partie des biens de ces entreprises résultant de l'abolition de la taxe fédérale sur les ventes des fabricants.

Les principales conséquences de cette solution seront les suivantes:

Ça c'est le sommaire, n'est-ce pas?

La somme totale des recettes fiscales demeure inchangée. Les distorsions et les désavantages concurrentiels de l'actuel TFVF sont éliminés. Les frais d'administration et de réglementation reliés à la perception des impôts et taxes fédérales sont réduits de façon substantielle, autant pour le gouvernement que pour les entreprises, et en particulier, pour les petites entreprises. La taxe de vente en général est laissée aux provinces.

Le système de taxation fédéral devient plus équitable et plus progressif, en particulier, le revenu net des familles à revenu moyen, disons de 30 000 \$ à 35 000 \$, serait d'environ 270 \$ plus élevé que celui des mêmes familles soumises aux conditions de la TPS, alors que celui des familles dont le revenu annuel dépasse 100 000 \$ baisserait d'environ 300 \$.

En fait, cela implique que selon la solution proposée, les familles à faible revenu paieraient moins de taxe fédérale au total, tandis que celles à haut revenu, en paieraient davantage.

Les prix à la consommation chutent d'environ 2 p. 100, réduisant ainsi la pression sur les taux d'intérêt et sur les coûts du service de la dette fédérale.

Vous voyez, dès que le sénateur Simard parle, la Chambre devient beaucoup plus morte. Je regrette. Oui mon cher.

L'honorable Arthur Tremblay: Tout à l'heure, vous évoquiez à nouveau la dette nationale. Tout à l'heure, vous avez affirmé qu'en 1939 il n'y en avait pas de dette nationale, c'est bien ça?

Le sénateur Gigantès: Oui.

Le sénateur Tremblay: Alors d'après les données qu'on vient de me transmettre—je les ai demandées à la bibliothèque—en 1937, la dette nationale était de 3 milliards et en 1939, 3 milliards 271 millions.

Le sénateur Gigantès: À combien est-elle maintenant, per capita?

Le sénateur Tremblay: Per capita, elle était en 1937 de 279 \$ et en proportion du produit national brut elle représentait 66 p. 100.

Le sénateur Gigantès: Combien?

Le sénateur Tremblay: Soixante-six pour cent.

Le sénateur Gigantès: En 1939.

Le sénateur Tremblay: En 1937. Je n'ai pas la donnée pour 1939. J'ai donné les deux chiffres qui permettent de voir que c'était comparable.

Le sénateur Gigantès: Mais est-ce que vous êtes d'accord que nous avons, parce que vous vous plaignez de ça, une dette nationale beaucoup plus élevée qu'on avait avant la deuxième guerre mondiale, per capita, en dollars constants.